

LETTRE OUVERTE À FRANÇOIS HOLLANDE

Semer la sauvagerie dans nos pays se retournera contre vous

par Hassan Hamade

C'est avec beaucoup d'assurance et de satisfaction que le président français, François Hollande, a reçu les Amis du Peuple syrien, le 6 juillet 2012. C'est avec orgueil qu'il leur a lu un discours, écrit pour lui par le département d'État et mal traduit en français. En quelques instants, il s'est converti en leader de l'opposition armée syrienne agitant le drapeau vert, blanc, noir de la colonisation française. Depuis, il ne perd aucune occasion de vouloir, d'annoncer, puis de renoncer à la guerre. Hassan Hamadé observe sa triste agitation.

RÉSEAU VOLTAIRE | BEYROUTH (LIBAN) | 23 OCTOBRE 2013



Le 6 juillet 2012, François Hollande présidait un sommet des Amis de la Syrie. Parmi les invités d'honneurs, on comptait plusieurs criminels contre l'humanité (c'est-à-dire ayant organisé l'exécution massive de personnes au seul motif de leur appartenance religieuse). Douze jours plus tard, il donnait l'ordre d'assassiner les membres du Comité syrien de Sécurité nationale et de donner l'assaut de Damas.

Monsieur le président,

J'ai tenu à vous adresser par la présente une parole vraie, avec l'espoir qu'elle puisse être lue avec attention par votre Excellence. Cette parole émane d'une personne admirative du patrimoine culturel français, attachée à sa diversité et à sa richesse ; un attachement d'autant plus intense que, pour lui, le grand héritage des Lumières subit de nos jours, une véritable persécution. Ses nobles principes sont brutalement écartés de la vie publique, à commencer par ceux contenus dans la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, énoncée le 26 août 1789, en pleine Révolution.

C'est avant tout un héritage libre de par sa nature. Il forge, immunise et protège des êtres humains libres, tels que Dieu les a créés et voulus. Il porte en lui des valeurs humaines, sociales, qui ne peuvent être ligotées, ni refoulées dans les coulisses de la mémoire, sans que cela constitue un crime culturel contre l'humanité. Des valeurs résumées par le fameux triptyque, *Liberté, Égalité, Fraternité*, faisant de la Révolution française le flambeau et la boussole pour plusieurs peuples au monde et préparant le terrain à la naissance du système démocratique, en France et dans d'autres pays.

Hélas, ces valeurs sont exclues, remplacées par une culture visant à amadouer les gens, à les priver petit à petit de leurs acquis sociaux, à les porter à accepter l'injustice sociale, voire même l'esclavage masqué, préparant ainsi la naissance d'un homme quasi-robotisé, dépourvu de dignité, de sentiment et d'ambition.

Comment ne pas réagir face à ce contraste flagrant, révoltant, entre l'actuelle culture décadente et celle des Lumières, construite par des hommes libres qui n'ont pas hésité à annoncer leurs convictions devant le grand roi de France Louis XIII :

« Pour grands que soient les rois, ils sont ce que nous sommes, Ils peuvent se tromper comme les autres hommes ».

Le Cid, de Pierre Corneille, 1637, soit un siècle et demi avant la Révolution française.

C'est cette même flamme de la liberté qui a porté le vrai philosophe Jean Paul Sartre à refuser, en 1964, le prix Nobel.

Comme s'il prévoyait que ce prix allait être décerné à des politiciens tels Shimon Peres, commanditaire du massacre de Cana et père de la bombe atomique israélienne, ainsi qu'à d'autres de son genre avides de guerres d'agressions.

Je me contenterai de ces deux exemples, riches en symboles et en significations, sans oublier de saluer la mémoire de Voltaire, de Rousseau et d'autres phares de la culture franco-universelle, pionniers et contemporains.

Monsieur le président

Comment se fait-il que cet héritage fantastique n'a plus droit de cité dans les choix politiques actuels de la France ? Est-il possible qu'il en demeure ainsi ? Comment ne pas poser ces questions alors nous assistons à des transformations rapides dans le conflit en Syrie, dont vous êtes un des principaux intervenants étrangers, depuis sa conception et sa préparation par le camp militaro-politique auquel vous appartenez, sans jamais parvenir à influencer les choix décisifs. Ces transformations ainsi que leurs répercussions et les indications dangereuses qu'elles portent, justifieraient une simple question : n'avez-vous donc pas pensé, ne serait-ce qu'un instant, à l'éventualité de voir votre principal allié, les États-Unis vous réserver une mauvaise surprise, récidivant sa perfidie de 1956 qui avait réduit en cendres les espoirs franco-britanniques de récupérer les propriétés coloniales nationalisées par le président Gamal Abdel Nasser ? Une volte face qui a facilité la défaite humiliante des deux ex-empires européens, remplacés par le fameux condominium soviéto-états-unien avec l'entrée triomphale de Moscou sur la scène régionale etc..

Nul chef d'État ne peut se payer le luxe d'ignorer les leçons de l'Histoire. Elles doivent être prises en compte dans les analyses et les prévisions qui précèdent l'action dans les crises internationales.

Monsieur le président,

Vous avez fait preuve d'un enthousiasme étrange pour renverser militairement l'État syrien. Vous étiez même prêts à participer à une vaste offensive de l'Otan, sous le prétexte de la nécessité de trancher à tout prix, d'autant que vos alliés sur le terrain se

montraient incapables d'arriver au but. N'avez-vous pas remarqué que ces massacres, perpétrés depuis plus de deux ans et sept mois, ne sont pas moins que la destruction totale de la Syrie en tant qu'État et société ? Une question clé se pose ici : renverser un régime que vous décrivez des plus despotiques au monde, justifierait-il la destruction du pays en entier pour le transformer en un vaste cimetière ? Quel est donc ce système démocratique qui naîtra des cimetières ?

Vous avez manifesté une très ferme détermination à engager l'Otan dans une guerre d'agression contre la Syrie au motif que « le régime » utiliserait des armes chimiques. Soit. Vous avez approuvé *a priori* la décision US, annoncée publiquement, de recourir pour cette expédition « punitive » à des missiles de croisière *Tomahawk*. Cependant, nous savons d'après l'expérience irakienne, que les États-Unis, utilisant une technique française, les équipent d'ogives couvertes d'uranium appauvri et ce pour deux raisons.

La première c'est le besoin de se débarrasser d'une partie de l'énorme stock d'uranium appauvri en le vidant sur des pays destinés à être détruits, sans tenir compte des conséquences catastrophiques que cela pourrait avoir sur l'environnement et la santé des générations à venir des peuples cibles.

La deuxième raison est économique. Car les armes à uranium appauvri ont une capacité de destruction et de pénétration des blindages nettement supérieure aux armes conventionnelles. L'effet direct de ce procédé permet une réduction substantielle des coûts et des dépenses de la guerre. Les États-Unis ont ainsi utilisé, lors de la guerre de destruction de l'Irak en 2003, plus de 2 800 tonnes d'uranium appauvri, selon les témoignages précis d'experts internationaux réputés pour leurs compétences scientifiques et leur intégrité morale, tels qu'Hans Christopher Van Spoonck ou Denis Halliday.

La morale de cette histoire : vous êtes résolument opposé à l'extermination des populations en Syrie par des armes chimiques, mais vous ne trouvez pas d'inconvénient dans leur extermination par les armes nucléaires ! Étrange est votre logique.

Comme vous le constatez, Monsieur le président, j'évite d'avancer une quelconque opinion quant à la véracité des

accusations que vous portez sur l'usage d'armes chimiques par l'État syrien. Cependant, il m'est extrêmement difficile d'ignorer les affirmations du juge international, Carla Del Ponte. La magistrate a déterminé, preuves à l'appui, la responsabilité directe des opposants armés dans l'utilisation d'armes chimiques contre des civils à Khan Al-Assal. Je ne conteste pas la sincérité de vos accusations parce que vous insistez toujours pour ignorer les massacres commis par les terroristes, vos alliés. Depuis plus de deux ans et sept mois, l'Otan n'en a dénoncé aucun. Pas même un seul. Ce comportement, pour étrange qu'il puisse paraître, s'inscrit dans la logique qui guide les choix du commandement de l'Alliance atlantique dans la confrontation internationale qui se déroule en Syrie. Votre camp procède au ramassage des « djihadistes »(d'Al-Qaïda et de ses dérivés) et à leur transfert vers la Syrie. Il se charge de leur fournir les armes sophistiquées et la logistique nécessaire à l'accomplissement de leurs missions destructrices. Aujourd'hui, les masques sont tombés. Ce n'est que par respect pour votre prestigieuse fonction présidentielle que je m'abstiendrai de tout commentaire des déclarations compromettantes d'officiels français de haut rang, tels par exemple les dires de votre ministre des Affaires étrangères (dont le génie, les compétences et les performances diplomatiques ne peuvent passer inaperçus). Selon lui, « Les gars d'Al-Nosra font du bon boulot sur le terrain ». Cette déclaration, déjà gravée dans les Annales de ce conflit, est certes antérieure à l'annonce officielle de la fusion de leurs structures organisationnelles avec celles d'Al-Qaïda en Mésopotamie, mais bien ultérieure à de multiples massacres perpétrés par « Al-Nosra » dans différentes régions de Syrie.

Monsieur le président,

Pour comprendre la politique d'un pays il faudrait tout d'abord avoir ne serait-ce qu'un simple aperçu de son patrimoine culturel. Partant de ce principe, j'ai tenu à évoquer le patrimoine culturel français et son rôle déterminant dans le façonnage de la démocratie française et dans le rayonnement de votre pays. Mais, comme je l'ai évoqué plus haut, ce patrimoine se trouve, hélas, persécuté. Pourquoi en est-il ainsi ? Tout simplement parce que, de

nos jours, il n'a plus droit de cité, ni dans la vie publique ni dans les choix diplomatiques. Il suffit simplement d'observer, de près, les modalités du fonctionnement des médias pour se rendre compte que la culture prédominante dans ce milieu est quasiment réduite à des stéréotypes dont l'unique mission est de lancer des campagnes de propagande en faveur du bellicisme états-unien et de ses entreprises guerrières sur la scène internationale.

Justifier les « guerres d'agressions » et le « chaos constructeur », dont les théories sont mises en place à Washington par « les princes de l'obscurité », telle semble-il est la principale mission politique des « grand intellectuels » qui monopolisent vos écrans. Terrible fracture entre aujourd'hui et hier. André Malraux fut le philosophe et le penseur le plus proche de l'esprit et du cœur du général De Gaulle. Permettez-moi, Monsieur le président, de vous poser une question qui pourrait paraître naïve : quel est le philosophe ou le penseur le plus proche de votre esprit et de votre cœur ? Est-ce Bernad-Henri Lévy, Alain Alain Finkielkraut ou d'autres parmi les fervents thuriféraires des guerres de l'Otan ? Des « intellectuels » qui défendent un concept politique visant, conformément aux directives de Washington et d'Israël, à « semer la sauvagerie » (selon l'expression du penseur libanais **Youssef Aschkar**) dans nos pays, avoisinants l'Europe. Des « intellectuels » qui ne réalisent pas qu'en implantant la sauvagerie dans nos terres, c'est à l'Union européenne qu'il font le plus grand tort. Des « intellectuels » monopolisant les médias et les transformant, avec l'aide des patrons du monde de la finance et des complexes militaro-industriels, en outils de terrorisme, menaçant quiconque oserait exprimer son refus de se soumettre au diktat de la « pensée unique ».

Comme vous le savez bien, la « pensée unique » est une rhétorique idéologique, injuste de nature, qui mène la plupart du temps aux pires aboutissements. Dans le livre de Youssef Aschkar, intitulé *La Mondialisation de la terreur* [1], il apparaît clairement que « ce qui se passe actuellement dans la Méditerranée et ce qui pourrait s'y passer est dangereux, abominable et destiné à l'être encore d'avantage si l'on permet à cette percée idéologique monstrueuse avec toutes ces facettes, de conduire cette opération

qui consiste à "semmer la sauvagerie" au point de non-retour, où tous les partenaires de la Méditerranée, en premier les Européens, découvriront trop tard qu'ils sont en face d'un courant incontournable et devant des dégâts et des dommages à jamais irréparables ».

Excusez-moi si j'ai utilisé le terme « terrorisme » en évoquant vos médias qui incitent à « semer la sauvagerie » et à mener des guerres offensives contre nos pays. Et je ne suis pas le seul à le dire. Votre prédécesseur, le président Nicolas Sarkozy a reconnu cette réalité lorsqu'il s'était plaint durant sa dernière campagne électorale d'être devenu la cible du « terrorisme du système médiatique ». C'est un aveu, qui sert désormais de référence, une confirmation que vos médias exercent le terrorisme. Des médias terroristes. Le président Sarkozy va même jusqu'à évoquer l'existence d'un « système » médiatique terroriste. Et comme vous le savez, Monsieur le président, le terme « système » dans ce contexte porte une connotation fort péjorative, car il englobe également la propagande du « discours unique » qui est loin d'être une attribution des démocraties.

Cette opinion, fort précise, converge avec la vôtre, Monsieur le président, voire même la complète. Comment ? Vous avez, Monsieur le président, proclamé de vive voix lors de la même campagne électorale, dans un discours que vous avez prononcé en janvier 2012 à l'aéroport du Bourget : « J'ai un adversaire, et mon adversaire n'a ni visage ni adresse, ni parti politique, il ne se porte pas candidat aux élections, mais c'est lui qui gouverne. C'est le monde de la finance ».

Vous avez fort raison, Monsieur le président. Vos paroles sont très claires. Le pouvoir réel dans votre pays ne réside plus dans les institutions constitutionnelles du « Pouvoir ». Le temps, à ce qu'il paraît, est devenu celui de la post-démocratie. C'est l'ère de « l'oligarchie », le pouvoir de la finance. D'ailleurs le « néolibéralisme », qui est la forme la plus brutale du capitalisme déchaîné, ne peut coexister avec les systèmes démocratiques. Le néolibéralisme enfante des dictatures proclamées ou camouflées. Nous ne sommes donc pas étonnés de voir les médias érigés en

« système » terroriste, sachant qu'ils appartiennent en majorité aux grands capitaux, aux complexes militaro-industriels et au monde de la finance. Ceci étant, il est normal que leur vocation devienne l'implantation de la sauvagerie, non seulement dans nos pays, mais dans les vôtres aussi... Pouvons-nous par exemple reprendre les mots de Pierre Corneille sur les erreurs des rois et remplacer le vocable « rois » par « néolibéralisme » ? ... ou employer le mot « Israël » à la place « des rois » ?

Nous sommes devant plusieurs éléments qui constituent le grand puzzle de la scène globale, dans votre pays comme dans le nôtre et dans le monde entier. Ce paysage est réel. Il ne peut être éclipsé, ni rendu crédible par les prétextes avancés pour détruire un pays en entier : tuer ses habitants, éradiquer sa société, ses fondements économiques, culturels, environnementaux et existentiels, tout en y semant la sauvagerie pour le « renvoyer à l'âge de la pierre » comme le répètent, en toute arrogance, sans jamais être critiqués, les dirigeants des États-Unis et d'Israël quand il s'agit de faire souffrir nos pays. Y a-t-il un terrorisme plus terrible que d'anéantir des peuples et des pays entiers pour les renvoyer à « l'âge de la pierre » ?

N'est-ce pas l'apogée du terrorisme que de soumettre les peuples de Syrie, du Liban et de Palestine — durant trois mois — aux menaces d'une guerre de destruction massive, par des missiles de croisière qui rappellent la destruction de l'Irak avec les mêmes armes à l'uranium appauvri ?

Monsieur le président, si vous aviez visité la Syrie, le Liban ou la Palestine, et aviez eu des contacts directs avec ses peuples, vous auriez rencontré un chauffeur de taxi qui vous aurait récité des poèmes de Victor Hugo. Je vous demande, vous qui êtes si enthousiaste pour la destruction de nos pays : avez-vous lu de votre vie, l'ouvrage d'un seul intellectuel syrien ?...

Monsieur le président,

Je vous invite à envoyer une invitation à la grande chercheuse, Hoda Abdel Nasser, pour qu'elle vous présente les précieuses lettres échangées entre son père, le président Gamal Abdel Nasser, et le général De Gaulle. Ce serait peut-être un moyen pour vous de

vous soigner de ce « prurit belliqueux » qui atteint certain chefs d'États. D'autant que Washington a brusquement fait volte-face, sans prendre votre avis, comme lors de l'agression tripartite contre Suez. Je vous conseille également de lire *1956, Suez*, un ouvrage écrit par l'ancien ministre français des Affaires étrangères, le diplomate chevronné Christian Pineau.

Croyez-moi, Monsieur le président, seule la culture est capable de stopper l'avancée de cette stratégie diabolique visant à implanter la sauvagerie et à renvoyer nos pays à « l'âge de la pierre ».

Monsieur le président, je vous prie de bien vouloir prendre en considération cet humble conseil provenant d'un allié de l'opposition démocratique syrienne, qui a refusé, dès le début, la militarisation de l'opposition, l'argent corrompu des pays du Golfe, vos ingérences destructrices et le maintien en place du régime au pouvoir. Je parle de l'opposition démocratique que vous-même avez refusé d'écouter, bien que nul en Syrie ne doute de sa sincérité.

Je réitère mes remerciements pour toute l'attention que vous pourriez réserver à cette parole vraie car elle tient à la sauvegarde des relations de respect et d'amitié entre nos pays et la France.

As Salam Aleiqom (La paix soit avec vous).

Hassan Hamade

[1] Ouvrage disponible en arabe uniquement.